

Économiser l'énergie est la meilleure des politiques

“De même, le coût de la prospection et de la mise en marché de nouveaux approvisionnements en pétrole et en gaz naturel, de la mise en valeur de nouvelles formes d'énergie pour le chauffage, le transport et l'éclairage est très élevé, soit cent quatre-vingt milliards de dollars ou plus au cours des quinze prochaines années. C'est pourquoi l'économie d'énergie s'avère notre meilleure politique énergétique. L'exploitation de nouvelles sources d'énergie coûte quatre fois plus cher que l'économie d'une quantité équivalente d'énergie déjà existante.

“En fin de compte, ce sont les provinces qui possèdent les ressources; elles détiennent donc tous les atouts. Que la vie d'un ministre fédéral de l'Énergie se trouverait simplifiée si toutes les ressources appartenaient au gouvernement fédéral, si ce dernier pouvait décider de ce qu'il faut produire, du montant des redevances, du moment pour le faire et des quantités nécessaires! Mais, les ressources ne lui appartiennent pas, elles appartiennent aux provinces; il en résulte de véritables tensions au sein de la Confédération, à la fois entre les provinces et entre les provinces et le gouvernement fédéral.

“Voilà quelques-uns des problèmes fondamentaux que nous devons résoudre. Je crois que le Canada, plus que tout autre pays, a tenté d'établir des politiques en matière énergétique. Nous les avons énoncées dans un document intitulé *Une stratégie de l'énergie pour le Canada: politique d'autonomie*. Les États-Unis commencent seulement maintenant à prendre des mesures pour s'aligner sur le Canada et sur d'autres pays. L'autre soir, le président Carter déclarait à la télévision qu'il avait demandé qu'on lui présente, d'ici le 20 avril, un Livre blanc sur l'énergie.

“Je vais vous décrire certaines parties de notre stratégie et, dans presque tous les cas, vous verrez que si les gouvernements provinciaux ne prennent pas les initiatives ou les décisions qui s'imposent, il sera difficile de répondre au besoin national.

“Économies”... un nouveau slogan vide de sens?

“Commençons par le fondement nécessaire de toute politique énergétique

moderne, l'abandon de nos habitudes de gaspillage.

...“Les Canadiens, comme beaucoup d'autres peuples, ont presque doublé leur consommation d'énergie en dix ans.

“L'an dernier nous nous sommes fixé l'objectif de réduire le taux annuel d'augmentation de consommation nationale d'énergie à 3,5 pour cent, pour arriver à le diminuer de moitié en 1985. Nous espérons pouvoir faire mieux, peut-être même pourrions-nous approcher du taux nul d'augmentation par personne, d'ici 1990, si les dirigeants provinciaux et tous les Canadiens collaborent avec nous.

“Une réduction de 10 pour cent dans tous les ministères fédéraux compte parmi quelques-unes des mesures d'économie que nous avons prises. Nous travaillons activement avec des groupes industriels qui se consacrent aux mêmes objectifs.

“Nos nouvelles normes de millage réduiront considérablement la consommation d'essence. Le même gallon d'essence, que nous utilisons aujourd'hui, durera deux fois plus longtemps pour une voiture de 1985 que pour un modèle de 1975.

“Le chauffage des maisons constitue l'un des domaines où l'on peut réaliser les plus grandes économies d'énergie. A ce propos, j'aimerais beaucoup que les services publics (compagnies d'électricité), les sociétés pétrolières et les sociétés de gaz proposent des “stimulants” à l'économie, comme ils ont déjà proposé à leurs clients des “stimulants” à la consommation d'énergie et d'essence. Ce serait une bonne affaire pour les sociétés et pour le Canada.

“J'aimerais aussi que les banques, les sociétés d'assurances et de prêts emboîtent le pas et offrent des plans d'épargne et de prêts qui aideraient les gens à prendre des initiatives en vue d'économiser de l'énergie et par-là même beaucoup d'argent.

“L'élimination de facturation de l'électricité en bloc occasionnerait d'importantes économies. Quel stimulant à économiser l'énergie y a-t-il pour des millions de Canadiens qui habitent des appartements, lorsqu'on leur facture l'électricité à un taux fixe, quelle que soit la quantité d'énergie qu'ils consomment? Pourquoi pas un tarif d'électricité calculé en fonction de la période de la journée, ou d'autres moyens, permettant d'équilibrer la

consommation? Certains pays font payer plus cher l'électricité consommée aux heures de pointe. D'autres ont adopté des systèmes qui allouent certaines heures de la journée pour le chauffage à l'eau chaude. Au Canada, ce sont les services publics qui décideront de mettre sur pied ces mesures utiles.

...“Il existe cinq sources d'énergie auxquelles nous devons puiser si nous voulons réduire notre dépendance croissante vis-à-vis du pétrole étranger:

1) nos propres ressources pétrolières – en particulier nos sables bitumineux et nos huiles lourdes. Nous estimons que, d'ici 1990, la production de pétrole de source traditionnelle pourrait descendre à 736 000 barils par jour et que nous pourrions obtenir 444 000 barils par jour des sables bitumineux et 500 000 barils par jour des régions pionnières. Cette analyse s'appuie sur l'évaluation relative des probabilités et de la rentabilité des régions pionnières ainsi que de la technologie et de la rentabilité des sables bitumineux.

Depuis, les perspectives de trouver du pétrole dans les régions pionnières ne sont pas devenues encourageantes. C'est pourquoi j'ai proposé à l'Alberta un ensemble de mesures fiscales afin de raviver l'intérêt vis-à-vis d'une nouvelle usine de traitement des sables bitumineux, et vis-à-vis des avantages qu'offrent les huiles lourdes des régions de Cold Lake et de Lloydminster. Je crois que l'accès garanti au pétrole, même si le gouvernement doit subventionner la production de ce pétrole, est plus important qu'un système d'impôts et de redevances qui allouerait, certes, des revenus considérables aux gouvernements, mais ne fournirait pas de pétrole canadien.

“On devrait pouvoir (avec la coopération des gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan) assurer aux Canadiens, d'ici 1990, 1 million de barils par jour de pétrole de type Athabasca et de pétroles lourds de Cold Lake et de Lloydminster. Mais ne nous méprenons pas, cela nécessitera la coopération des gouvernements provinciaux, et une décision immédiate.

2) Deuxièmement, nos ressources en gaz naturel peuvent remplacer le pétrole importé. Le Québec est particulièrement vulnérable vis-à-vis des importations de pétrole étranger. Soixante-dix pour cent de l'énergie totale de cette province provient du pé-